

Glossaire

B Banque asiatique de développement (BASD)

Institution financière internationale dont l'objectif est de promouvoir le développement socioéconomique des pays asiatiques. La BASD propose des prêts sur une base semi-commerciale.

Banque mondiale

La Banque mondiale est la plus grande agence d'aide au développement du monde. Elle accorde des prêts aux gouvernements centraux et aux agences des pays membres. Ces prêts sont couverts par les garanties d'emprunt des gouvernements.

Base de la pyramide (BoP)

Populations pauvres disposant de revenus annuels inférieurs à 3 000 USD. Environ 4 milliards de personnes dans le monde représentent la base de la pyramide. Les « activités BoP » font référence aux activités ayant le potentiel de répondre à divers problèmes auxquels sont confrontées les populations pauvres et les exclus de la société et du processus de développement.

C Comité d'aide au développement (CAD)

Le CAD est l'un des trois principaux comités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Pour les pays donateurs qui le composent, il constitue un lieu de discussion international sur les questions liées à l'aide, au développement et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Le Japon est devenu membre du CAD en 1964 lorsqu'il a adhéré à l'OCDE.

Conditions spéciales de partenariat économique (STEP)

Dispositif mis en place en 2002 afin d'augmenter la visibilité des prêts d'APD du Japon par des transferts techniques aux pays en développement, en utilisant la technologie avancée et le savoir-faire du Japon. Ces prêts ont un niveau de concessionnalité plus élevé que l'aide liée et d'autres prêts.

Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD)

Forum international sur le développement de l'Afrique, la TICAD est organisée tous les cinq ans, depuis 1993, par le gouvernement japonais, conjointement avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et d'autres agences. La TICAD V a eu lieu à Yokohama, en juin 2013.

Coopération Sud-Sud

Mise en œuvre de programmes de coopération en faveur des pays les moins avancés accusant un retard de développement, par des pays à revenu intermédiaire et relativement plus développés qui utilisent leur expérience en matière de développement et leurs ressources humaines.

Coopération triangulaire

Mise en œuvre de programmes de coopération par des pays donateurs ou des organisations d'aide internationale, conjointement avec d'autres pays en développement, pour promouvoir le développement d'autres pays en développement.

Couverture santé universelle (CSU)

Le concept fait référence à « la possibilité pour tous de recevoir des services appropriés en matière de promotion de la santé, de prévention, de traitements médicaux et de récupération fonctionnelle à un prix abordable. » La CSU a été reconnue comme nouvel objectif commun par la communauté internationale lors de l'assemblée générale des Nations unies en décembre 2012. En mai 2013, le gouvernement japonais a annoncé sa stratégie pour une diplomatie de la santé mondiale à travers laquelle il entend promouvoir la couverture santé universelle. Lors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V), en juin 2013, le gouvernement a annoncé l'engagement du Japon à fournir une aide pour la promotion de la CSU en Afrique.

D Développement inclusif

Approche du développement qui profite à tous. Depuis de nombreuses années, la JICA est guidée par la vision d'un « développement inclusif et dynamique ». L'objectif est d'encourager un développement inclusif afin de réduire la pauvreté par une croissance durable. À cette fin, la JICA s'efforce de permettre au plus grand nombre de participer largement et équitablement au « processus de croissance » afin d'en récolter les fruits.

F Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)

Agence des Nations unies qui a pour vocation d'apporter une aide aux enfants, particulièrement en matière de santé dans les pays en développement, par des actions destinées à améliorer la nutrition, l'approvisionnement en eau potable, la protection sociale de la mère et de l'enfant, et l'éducation, entre autres approches.

Fonds monétaire international (FMI)

Agence spécialisée des Nations unies dont la mission est de fournir, à relativement court terme à ses pays membres, les moyens de financement nécessaires pour assurer les échanges et les paiements et garantir les autres flux financiers courants.

G Gouvernance

La gouvernance fait référence à l'établissement et à la gestion de l'ensemble du cadre institutionnel d'un pays, destiné à faciliter la stabilité et le développement. Une bonne gouvernance doit permettre de mobiliser, d'affecter et de gérer efficacement les ressources du pays tout en prenant en compte la volonté de ses citoyens. La gouvernance fait également référence aux

systèmes gouvernementaux de coopération entre agences gouvernementales, société civile et secteur privé, ainsi qu'aux mécanismes de prise de décisions. La gouvernance englobe trois grandes dimensions – le système politique national, la capacité du gouvernement à élaborer et mettre en œuvre des politiques, et enfin, les systèmes relatifs aux interactions entre gouvernement, société civile et secteur privé.

H Homologues

Représentants officiels de gouvernements et techniciens de pays partenaires bénéficiant de conseils stratégiques et de transferts de technologie dans le cadre de projets de coopération internationale.

I Infrastructure de transport transfrontalière

Infrastructure nécessaire au transport et traversant plusieurs frontières. Cela inclut des infrastructures matérielles telles que des ports, des voies ferrées, des autoroutes, des installations de transbordement de conteneurs, des installations frontalières nationales et des tabliers peseurs (balances de camions), ainsi que des infrastructures immatérielles telles que des lois sur le transport transfrontalier, des lois sur le passage des frontières (dédouanement et quarantaine, entre autres), et des systèmes organisationnels, des lois et des règlements pour l'exploitation et la maintenance efficaces des infrastructures matérielles mentionnées ci-dessus.

O Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Servant d'objectifs à la communauté internationale pour le 21^e siècle, les OMD s'inspirent de la déclaration du Millénaire des Nations unies et de précédents objectifs de développement international définis lors de sommets internationaux dans les années 1990 et formant un cadre commun. Les OMD, que la communauté internationale s'est engagée à réaliser d'ici 2015, sont au nombre de huit.

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Agence spécialisée des Nations unies, dont le mandat est libellé en ces termes : « Atteindre la sécurité alimentaire pour tous est au cœur des efforts de la FAO – veiller à ce que les êtres humains aient un accès régulier à une nourriture de bonne qualité qui leur permette de mener une vie saine et active ».

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Agence spécialisée des Nations unies dont le mandat est de lutter contre la maladie à l'échelle mondiale et d'améliorer la situation en matière de santé et de malnutrition grâce à la coopération internationale.

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Organisation internationale créée en 1995 visant

à promouvoir la libéralisation des échanges internationaux sur une base non-discriminatoire.

P Partenariat public-privé (PPP)

Utilisation du secteur privé pour la fourniture de services publics, le PPP est une méthode de mise en œuvre des programmes par la coordination du secteur public et du secteur privé. Cela comprend une grande variété de dispositifs adaptés au niveau de participation des entreprises privées, allant du simple projet aux services CET (construction-exploitation-transfert) ou à la privatisation complète. Les « projets d'infrastructure en PPP » font référence aux projets d'infrastructure mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Pays affranchis de l'aide

Pays retirés de la liste des pays bénéficiaires de l'APD établie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, en raison notamment de l'accroissement de leurs revenus. Cette liste est révisée tous les trois ans. Les pays dont le RNB a dépassé le seuil des pays à revenu élevé pendant trois années consécutives ou qui ont rempli d'autres conditions sont rayés de la liste.

Pays émergents

Pays en développement ayant atteint une croissance économique rapide ces dernières années, notamment en Amérique du Sud, en Amérique Centrale, en Asie du Sud-Est et en Europe de l'Est.

Pays en développement

Pays dont le niveau de développement économique est faible comparé à celui des pays industrialisés. Cette appellation est généralement utilisée par la JICA pour désigner les pays et régions de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD.

Pays les moins avancés (PMA)

Pays qui selon l'Assemblée générale des Nations unies accusent un fort retard de développement au regard des critères établis par le Comité des politiques de développement (CDP) de l'ONU. Avec un RNB par habitant inférieur à 992 USD, ces pays sont à la traîne dans le domaine de la valorisation des ressources humaines et leurs économies sont extrêmement fragiles. La liste des PMA est réexaminée tous les trois ans. On dénombre actuellement 49 PMA.

Pays moyennement développés

Pays dont le RNB par habitant se situe entre 4 086 et 7 115 USD en 2012 (selon le classement des Nations unies et de la Banque mondiale).

Plan directeur

Plan de base pour mettre en œuvre de nombreux types de projets de développement à long terme.

Poste frontière à guichet unique (PFGU)

Le PFGU est une méthode d'exécution

des opérations douanières visant à unifier et rationaliser l'ensemble des procédures. L'accomplissement des procédures d'importation et d'exportation à un seul point de contrôle frontalier entre deux pays réduit la durée d'immobilisation des marchandises, et contribue ainsi à la circulation fluide des biens. La JICA réalise des projets destinés à mettre en place des systèmes de PFGU en Afrique de l'Est et dans d'autres régions.

Programme alimentaire mondial (PAM)

Agence d'aide alimentaire des Nations unies dont la mission est d'éradiquer la faim et la malnutrition.

R REDD-plus

REDD-plus est un mécanisme permettant aux pays développés d'apporter un soutien économique, notamment financier, aux pays en développement qui réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre et/ou préservent et renforcent leurs stocks de carbone forestier, par la lutte contre la déforestation et la dégradation forestière et par la gestion durable des forêts. En retour, les pays développés donateurs de cette aide reçoivent des crédits pour les émissions de gaz à effet de serre qui ont été réduites et/ou le stock de carbone forestier préservé ou augmenté, et ils peuvent intégrer ces crédits à leurs propres efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Renforcement des capacités

Processus par lequel un pays en développement renforce ses propres capacités à résoudre ses problèmes de développement. Contrairement au processus de « création de capacités » (capacity building), impulsé de l'extérieur et supposant l'absence de capacités préexistantes, le « renforcement des capacités » (capacity development) fait référence au processus endogène de renforcement des capacités — des individus, des institutions, des systèmes et de la société dans son ensemble — par le pays lui-même. Le rôle de la coopération de la JICA est de soutenir le renforcement des capacités des pays en développement en facilitant leurs efforts dans ce sens.

Revenu national brut (RNB)

Le RNB représente la valeur globale des biens et services produits dans un pays et à l'étranger par les citoyens durant une période donnée.

S Société fondée sur un cycle rationnel des matériaux

Société qui réduit sa consommation de ressources naturelles et le fardeau sur l'environnement. Le gouvernement japonais a établi l'Acte de base pour une société fondée sur un cycle rationnel des matériaux, en 2000, pour contribuer au changement d'une société axée sur les concepts traditionnels de production, de consommation et de destruction de masse. Les lignes directrices

pour parvenir à cette société appellent à la pratique des 3R : réduction (du volume des déchets), réutilisation (des ressources) et recyclage (des déchets en ressources).

Stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures

Le gouvernement japonais a tenu sa première réunion ministérielle sur la stratégie d'exportation des infrastructures et de coopération économique en mars 2013. Les participants ont discuté de leurs activités à l'étranger liées aux systèmes d'infrastructures, leur approvisionnement en ressources minérales et leurs intérêts dans le secteur minier à l'étranger. Des sujets importants, comme la coopération économique, ont également été abordés. La réunion a marqué le début d'un dialogue visant à déterminer les moyens de fournir cette aide de manière stratégique et efficace. En mai 2013, l'exportation des systèmes d'infrastructures est devenue le troisième pilier de la stratégie de croissance du Japon. Parallèlement à cette décision, le ministère de l'Aménagement du territoire, des infrastructures, des transports et du tourisme, le ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie et d'autres ministères et agences japonaises prennent des mesures en faveur de la stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures et de la coopération économique stratégique.

U Union africaine (UA)

La plus grande organisation régionale du monde, constituée de 54 pays membres. Son siège est situé à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie. Elle a remplacé l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en juillet 2002 à l'issue d'une réorganisation et d'un renforcement de ses structures. En janvier 2010, le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a été intégré à l'UA. L'organisation joue depuis un rôle accru dans les activités de développement.